



Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren
Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
Conferenza delle direttrici e dei direttori dei dipartimenti cantonali di giustizia e polizia

Assemblée d'automne des 14 et 15 novembre 2019 à Lenzbourg

Procès-verbal succinct des décisions

DOSSIERS CONFÉDÉRATION – CANTONS

1 Ouverture de l'assemblée par le président de la CCDJP et l'hôte

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

2 Migration

Développements dans le domaine de l'asile

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

État de la mise en œuvre de la restructuration du domaine de l'asile et possibilités d'optimisation dans le domaine de l'asile et des retours

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

3 Rapport intermédiaire du comité d'experts Procédure d'asile et hébergement

Le rapport intermédiaire du comité d'experts Procédure d'asile et hébergement de novembre 2019 est adopté.

4 Rapport intermédiaire du comité d'experts Retour et exécution des renvois

Le rapport intermédiaire 2019 du comité d'experts Retour et exécution des renvois est adopté. Décision a été prise d'ajuster dorénavant la période considérée à l'année civile et de soumettre le rapport à l'assemblée de printemps de la CCDJP pour approbation.

5 Informations du DFJP

Initiative de limitation

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

Accord institutionnel Suisse - UE

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

MoU de coopération policière Suisse - Royaume-Uni

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

Projets législatifs en cours

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

6 Stratégie Integrated Border management (IBM) et examen de la coopération dans le domaine de la gestion des frontières

La stratégie de gestion intégrée des frontières (Integrated Border Management ; IBM) du 2 octobre 2019 est adoptée. L'assemblée d'automne de la CCDJP prend également connaissance de l'état

d'avancement des travaux concernant l'examen de la coopération entre la CCDJP et le DFJP dans le domaine de la gestion des frontières.

7 Convention CCDJP-CCPCS-DFJP concernant les interventions internationales en matière de retour

La convention CCDJP-CCPCS-DFJP concernant les interventions internationales en matière de retour est adoptée. L'objectif est d'assurer que la Suisse remplit ses obligations en matière de personnel en ce qui concerne les observateurs, les escortes policières et les experts du retour.

8 Convention Technique et informatique policières (CTIP)

L'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP prend connaissance des résultats de la consultation. Elle adopte la convention TIP ainsi que le rapport explicatif sur la convention TIP et donne son feu vert à la ratification de ces documents.

9 Mandat de projet pour la réorganisation TIP-HIP-PSS

L'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP approuve le mandat de projet. L'objectif est de clarifier les questions opérationnelles dans le cadre de la réorganisation de TIP-HIP-PSS ou de son intégration à la nouvelle corporation TIP (cf. point 8 de l'ordre du jour). En outre, des règlements connexes ainsi que d'autres bases restent à élaborer. Il s'agit notamment de fusionner les structures et processus organisationnels de TIP/HIP et de l'association TIP.

Le budget du projet, qui se monte à 100'000 CHF et qui est alimenté par la réserve de fonds propres du programme HIP, est approuvé. En outre, la CCDJP, conjointement avec le DFJP, demande au Conseil fédéral de dissoudre les structures PSS.

10 Programme HIP ; état actuel et budget 2020

Le rapport annuel 2018 de la TIP ainsi que le budget proposé pour 2020 sont approuvés par l'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP, qui fixe le montant de la cotisation annuelle HIP 2020 à la même valeur que celle de l'année précédente, soit 720'000 CHF.

11 Programme HIJP et projet Justitia 4.0 ; état actuel

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

14 Stratégie de lutte contre la criminalité 2020-2023

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

15 Intégration des centres fédéraux pour requérants d'asile dans le système JTS

L'assemblée d'automne de la CCDJP 2019 approuve le report en 2020 d'un montant de 100'000 CHF du budget 2019 pour les prestations de transport depuis les CFA. Elle se prononce en faveur du remboursement du montant restant du budget 2019 pour les prestations de transport à partir des CFA après la déduction du report budgétaire sous la forme d'un crédit pour l'année 2020. La prise en compte des services de transport au départ des CFA dans le forfait global JTS 2020, telle qu'elle a été décidée l'année dernière, est suspendue. Pour l'année à venir, la facturation continuera de porter sur les charges effectives. La décision relative à un éventuel paiement forfaitaire pour ce service sera décidée par l'assemblée d'automne 2020 de la CCDJP.

16 Postes pour les services cantonaux de renseignement

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

17 Situation actuelle de la politique de sécurité

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

18 Exercice du Réseau national de sécurité ERNS19 ; premier bilan

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

AFFAIRES STATUTAIRES ET DOSSIERS DES CANTONS

19 Ouverture de la séance et communications

La prochaine assemblée de printemps de la CCDJP aura lieu le 2 avril 2020 à Berne ; la prochaine assemblée d'automne de la CCDJP aura lieu les 12 et 13 novembre 2020 à Neuchâtel.

En 2021, les assemblées plénières de la CCDJP se tiendront à Berne le 15 avril et au Tessin les 18 et 19 novembre.

20 Procès-verbal de l'assemblée de printemps du 11 avril 2019

Le procès-verbal est approuvé sans modification.

21 Élections

En qualité de membres de la Commission pour la formation de la police (PoCom) sont élus :

- la conseillère d'État Kathrin Schweizer (BL) à la succession du conseiller d'État Isaac Reber (BL) et
- le conseiller d'État Hansueli Reutegger (AR) à la succession du défunt conseiller d'État Martin Bürki (AI).

En qualité de membres de la Commission de direction de la Prévention de la criminalité (PSC) sont élus :

- la conseillère d'État Kathrin Schweizer (BL) à la succession du conseiller d'État Isaac Reber (BL) et
- le conseiller d'État Philippe Müller (BE) à la succession du conseiller d'État Andrea Bettiga (GL).

Le conseiller d'État Philippe Müller (BE) est élu à la succession d'Isaac Reber (BL) en qualité de membre du comité du programme HIP.

Le procureur général Michel-André Fels (BE) est élu président du nouveau conseil d'experts « formation et formation continue » de la Commission des affaires juridiques pénales (CAJP).

En qualité de membres du comité d'experts Retour et exécution des renvois sont élus :

- Jean-Vincent Rieder (VD) à la succession de Christophe Gaillard (VD),
- Christoph Tobler (TG) à la succession a. i. de René Hungerbühler (SG) jusqu'au 31 décembre 2019 et
- Dario Cellere (SG) à la succession définitive de René Hungerbühler (SG) à partir du 1^{er} janvier 2020.

En qualité de membres de la Commission du film et de la protection des mineurs sont élus :

- Leal Biolley (VD) en tant que remplaçant de Nadia Roch (VD),
- Mathieu Urfer (VD) à un siège vacant ainsi que
- Maude Wälchli (VD) à un siège vacant.

22 Offre de service en matière de médecine légale en Suisse ; réforme structurelle

L'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP décide de poursuivre tous les travaux tendant à une réforme structurelle dans le domaine des instituts de médecine légale. L'expertise du prof. Bernhard Güntert du 10 mai 2019 n'est pas encore rendue publique. Le secrétaire général de la CCDJP est chargé d'informer les secrétariats généraux de la CDIP et de la CDS des décisions prises par le plénum de la CCDJP et de poursuivre les travaux dans le cadre d'un groupe de travail. Une base de données détaillée doit être créée pour permettre une décision dûment fondée.

23 Système d'information de l'exécution des sanctions pénales ; avant-projet

L'assemblée d'automne de la CCDJP approuve la planification de l'avant-projet de système d'information de l'exécution des sanctions pénales et l'organisation prévue pour le projet. Elle alloue à la réalisation de l'avant-projet, pour l'année 2020, un montant maximal de 140'000 CHF.

24 Stratégie CSCSP 2021-2024

L'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP prend acte de la stratégie 2021-2024 du Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) du 5 septembre 2019.

25 Nouvelle convention de prestations CCDJP-CSCSP 2021-2024

La convention de prestations entre le CSCSP et la CCDJP, qui couvre la période 2021-2024, est adoptée par l'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP.

26 Adaptation de la convention de prestations CCDJP-efsp

L'assemblée d'automne de la CCDJP approuve la convention de prestations entre la CCDJP et l'association Organe responsable des examens fédéraux pour le personnel de l'exécution des sanctions pénales (efsp).

27 Rapport intermédiaire sur les recommandations de la CCDJP en matière de radicalisation et d'extrémisme violent dans le cadre de l'exécution des sanctions pénales.

L'assemblée d'automne de la CCDJP prend connaissance du rapport intermédiaire relatif à la mise en application des recommandations de la CCDJP du 12 avril 2018 en matière d'exécution des sanctions pénales concernant la radicalisation et l'extrémisme violent.

28 Mesures contre la violence domestique

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

29 Constitution de l'association Electronic monitoring en Suisse – investissements et exploitation (association EM)

Les cantons qui ont adhéré à l'association Electronic monitoring (EM) ont fondé celle-ci sur la base du procès-verbal constitutif du 15 novembre 2019 et l'ont chargée de créer les bases nécessaires à la définition de ses tâches en regard des différentes formes de surveillance électronique. En outre, l'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP donne son feu vert au projet EM conformément au mandat y relatif.

30 Prévention suisse de la criminalité ; approbation de la planification annuelle et du budget 2020

La planification annuelle 2020 et le budget 2020 de la Prévention suisse de la criminalité sont approuvés par l'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP.

31 Enquête sur les effectifs des forces de sécurité

L'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP décide que les différences entre les cantons et leurs particularités doivent être prises en considération dans le cadre de la publication des effectifs des forces de sécurité et y faire l'objet d'explications appropriées. À cet égard, le secrétariat général de la CCDJP, en collaboration avec la CCPCS, est chargé d'élaborer une proposition à l'attention du comité de la CCDJP. En outre, l'assemblée d'automne 2019 de la CCDJP est favorable à ce qu'une enquête sur les effectifs des forces de sécurité soit effectuée, à l'avenir, tous les quatre ou cinq ans.

32 Engagement d'experts policiers pour la promotion de la paix à l'étranger

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

33 Projet « Administration numérique : projet d'optimisation du pilotage et de la coordination au sein de l'État fédéral »

Ce point à but informatif n'a donné lieu à aucune décision.

34 Divers

Aucune décision n'a été prise.

18 novembre 2019

07.05.01.06.02/cst